



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 076-217604479-20221214-M\_DL221212\_172-DE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt deux, le douze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 6 décembre 2022 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 31**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Damien GUILLARD, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Eric LE FEVRE, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aurélien LECACHEUR, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Philippe QUERNE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Christel BOUBERT donne pouvoir à Agnès SIBILLE  
Arnaud LECLERRE donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL DU 12 décembre 2022

**M\_DL221212\_172**

## **FINANCES - REGULARISATION CESSION ZA EPAVILLE A LA COMMUNAUTE URBAINE ET REPRISE PARTIELLE SUR RESULTAT D'INVESTISSEMENT**

La communauté urbaine au 1er janvier 2018 est devenue compétente sur la gestion et l'aménagement des zones d'activités.

Par conséquent l'ancien budget annexe qui gérât la ZA Epaville en HT a été dissout au 31/12/2017.

Les délibérations 2017/12/14 et 2017/12/15 du 11 décembre 2017 prenaient acte de la vente des différents actifs à la communauté urbaine sur ce budget annexe (budget assujetti à TVA)

Cependant, ces délibérations n'ont pas été mises en application dès la fin 2017, ce qui aurait permis de passer les écritures de façon correcte en collectant la TVA et en soldant les stocks de ce budget annexe.

Par conséquent les stocks ont été basculés sur le budget principal et fin 2018 la cession a été constatée sur le budget principal mais les écritures de sortie des biens des actifs n'ont pas été finalisées. De plus il a été constaté une vente TTC alors même que la TVA était à verser au SIE (Services des Impôts des Entreprises).

Par conséquent les stocks basculés du Budget Annexe au Budget principal demeurent inscrits dans la comptabilité du budget général.

De plus lors de l'émission des titres de cessions, la TVA collectée n'a pas été constatée et reversée au SIE. Le montant de cette TVA a donc impacté à la hausse le résultat de la Ville.

Par conséquent, il est nécessaire de régulariser la situation en procédant à la fois :

- A la sortie des stocks, inscrits au compte 3555, valorisés à hauteur de 741 883.20 €
- Au reversement au SIE du montant de TVA correspondant à ces ventes soit 178 712 €

Plusieurs options ont été étudiées conjointement entre le service de gestion comptable et les services financiers de la ville afin de proposer des écritures de régularisation.

L'option retenue consiste via :

- des écritures d'ordres non budgétaires consistant à solder les stocks,
- une écriture réelle consistant à annuler l'écriture initiale constatant le prix de vente TTC
- des écritures réelles consistant à repasser correctement le prix de vente hors TVA
- des écritures d'ordres budgétaire à effectuer concernant la sortie de l'actif du bien et la constatation de la plus-value.

De plus afin de neutraliser partiellement l'impact en section de fonctionnement il est proposé d'effectuer une reprise d'un excédent d'investissement en recette de la section de fonctionnement conformément à l'article L2311-6 du CGCT.

3 cas de dérogations sont prévus dans l'article D2311-14 du CGCT et il s'agirait d'appliquer la 3ème dérogation.

Celle-ci autorise cette reprise pour la part de l'excédent d'investissement née d'une dotation complémentaire en réserves (au compte 1068), prévue à l'article R.2311-12 alinéa 2, et constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs. Si les conditions sont vérifiées, la reprise se fera pour le montant constaté sur deux exercices de la dotation complémentaire mise en réserve. Par dotation complémentaire en réserves on entend une affectation de résultat supérieure à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement de l'exercice n-1 (BFI = agrégat du résultat de clôture de la section d'investissement et le solde des restes à réaliser).

A savoir qu'il est probable si les écritures en 2017 ou 2018 avaient été passées dans leur exhaustivité que l'affectation au 1068 aurait été diminuée d'autant.

Il se trouve que cette sur alimentation a eu lieu sur au minimum 4 années consécutives à compter de l'affectation des résultats de 2017 à 2020 :

- L'affectation du résultat 2017 : besoin de financement de la section d'investissement de 246 640.57 € pour une affectation au 1068 de 1 964 658.12 € (soit une sur alimentation de 1 718 017.55 - voir délibération 58 – Affectation résultat fonctionnement 2017)

- L'affectation du résultat 2018 : il y a un excédent de financement de la section d'investissement de 222 476.83 € malgré cela il y a eu une affectation au 1068 de 3 287 514.61 € (soit une sur alimentation de 3 287 514.61 € - voir délibération 2019.03.36 sur le vote du CA 2018 et 61 sur le vote du BS 2019 approuvant l'affectation). Sur cet exercice, l'excédent de fonctionnement a d'ailleurs été majoré à tort du montant de la vente alors qu'il aurait du faire l'objet d'écritures d'ordre pour sortir les biens de l'actif

- L'affectation du résultat 2019 : il y a un besoin de financement de la section d'investissement de 3 421 547.78 € pour une affectation au 1068 de 3 596 146.16 € (soit une sur alimentation de 174 598.38 € - voir délibération 112 sur le vote du CA 2019 et 116 du BS 2020 approuvant l'affectation)

- L'affectation du résultat 2020 : il y a un besoin de financement de la section d'investissement de 1 302 536.59 € pour une affectation au 1068 de 1 650 000 € (soit une sur alimentation de 347 463.41 € - voir délibérations 29 sur le vote du CA 2020 et 33 du BS 2021 approuvant l'affectation)

Au cours de la période 2017 à 2020, peut donc être constatée une sur alimentation du compte 1068 (d'un montant total de 5 527 593,95 €) qui couvre très largement le prix de vente à la CU des terrains d'Epaville y compris uniquement sur l'affectation du résultat 2018 (exercice de la vente à régulariser avec un montant 3 287 514.61 €). Ce constat permet une reprise limitant partiellement l'impact sur le résultat de fonctionnement qui sera reporté en 2022.

Par conséquent il est proposé une reprise de résultat de la section d'investissement vers la section de fonctionnement pour un montant de 437 384.00 € (001 affecté au BS 2021) qui permettra de neutraliser partiellement en fonctionnement cette correction.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2311-6 ;

**VU** les délibération 2017/12/14 et 2017/12/15 du 11 décembre 2017 approuvant la vente des terrains de l'ex Budget annexe Parc d'activité d'Epaville à l'ex CODAH devenu la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;

**VU** l'acte de vente 101972701 du 4 juillet 2018 notamment à sa page 5 déterminant les prix de vente et le montant de la TVA ;

**VU** la délibération 2018.05/58 du 26 mars 2018 approuvant l'Affectation du résultat 2017 du budget principal ;

**VU** la délibération 2019.04/61 du 29 avril 2019 sur le Budget Supplémentaire 2019 approuvant l'affectation du résultat 2018 du budget principal ;

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télécours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**VU** la délibération 2020.07/116 du 20 juillet 2020 sur le Budget Supplémentaire 2020 approuvant l'affectation du résultat 2019 du budget principal ;

**VU** la délibération 2021.03/33 du 22 mars 2021 sur le Budget Supplémentaire 2021 approuvant l'affectation du résultat 2020 du budget principal ;

### **Sa Commission Finances réunie le 8 décembre 2022 ayant émis un avis favorable;**

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Conseiller délégué en charge des Finances, des Marchés publics et du Développement économique ;

**Après en avoir délibéré,**

### **DÉCIDE**

- **D'autoriser** le maire à procéder à une reprise partielle d'excédents d'investissement en section de fonctionnement (des dotations complémentaires en réserves prévues par le 2° de l'article R. 2311-12 ayant été constatées au titre d'au moins deux exercices consécutifs). Cette reprise de résultat en section de fonctionnement permettra de neutraliser partiellement l'impact de cette la régularisation sur le résultat de fonctionnement 2022. Cette régularisation sera effectuée via les écritures suivantes :

- o Mandat en section d'investissement au 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » pour un montant de 437 384.00 €

- o Titre en section de fonctionnement au 7785 « Excédent d'investissement transféré au compte de résultat » pour un montant de 437 384.00 €

- **D'autoriser** le service de gestion comptable à procéder à la régularisation des stocks inscrits sur le budget principal par l'intermédiaire des écritures d'ordres non budgétaires suivantes :

- o Crédit en section d'investissement à l'imputation 3555 « Stocks de Produits-Terrains aménagés » pour 741 883.20 € pour constater l'intégration des stocks figurant au imputation de stock.

- o Débit en section d'investissement à l'imputation 2111 « Terrains nus » pour 741 883.20 € pour l'intégration du bien dans l'actif

- **D'autoriser** le maire à annuler les titres de cession d'origine par l'intermédiaire de l'émission des écritures suivantes :

- o Mandat réel en section de fonctionnement à l'imputation 673 « Titres annulés (sur exercices antérieurs) » pour 176 050.00 €

- o Mandat réel en section de fonctionnement à l'imputation 673 « Titres annulés (sur exercices antérieurs) » pour 1 233 391.94 €

☞ Soit un total de 1 409 441.94 €

- **D'autoriser** le maire à constater la cession des biens en question sur leur valeur HT par l'intermédiaire de l'émission des écritures suivantes :

- o Titre réel en section de fonctionnement à l'imputation 775 « Produits des cessions d'immobilisations » pour 176 050.00 €

- o Titre réel en section de fonctionnement à l'imputation 775 « Produits des cessions d'immobilisations » pour 1 054 680.00 €

☞ Soit un total de 1 230 730.00 €

- o Mandat d'ordre en section de fonctionnement à l'imputation 675 « Valeurs comptables des immobilisations cédées » pour 741 883.20 €

- o Mandat d'ordre en section de fonctionnement à l'imputation 676 « Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement » pour 488 846.80 €

o Titre d'ordre en section d'investissement à l'imputation 2111 « Terrains nus » pour 741 883.20 €

o Titre d'ordre en section d'investissement à l'imputation 192 « Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations » pour 488 846.80 €

- **D'autoriser** le service de gestion comptable à procéder au paiement de la TVA au SIE pour un montant de 178 712 € correspondant à la contraction entre les mandats émis au compte 673 « Titres annulés (sur exercices antérieurs) » d'un montant total de 1 409 441.94 € et les titres émis au 775 « Produits des cessions d'immobilisations » d'un montant total de 1 230 730.00 € soit 178 711,94 € arrondi à 178 712 € du fait des règles applicables à la TVA.

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 31

Contre : 0

Abstention : 2

Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Envoyé en préfecture le 16/12/2022

Reçu en préfecture le 16/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 076-217604479-20221214-M\_DL221212\_172-DE